



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

RÉGION DE GENDARMERIE D'ÎLE-DE-FRANCE

*BUREAU BUDGET ADMINISTRATION
SECTION ADMINISTRATION*

CONSULTATION N° AO_2025-001 DU 18/07/2025

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles R. 2124-1 et 2, et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

OBJET DU MARCHÉ :

***Marché de remplacement et de modernisation du
parc des ascenseurs des casernes de la gendarmerie
en Ile-de-France***

ARTICLE 1 – LA PERSONNE PUBLIQUE.....	5
ARTICLE 2 – LE TITULAIRE.....	5
ARTICLE 3 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	6
ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
4-1 – Allotissement.....	6
4-2 – Forme du marché.....	7
4-3 – Durée.....	7
4-4 – Lieux d’exécution.....	7
4-5 – Types de prestations et CCAG applicable.....	8
4-6 – Maîtrise d’œuvre et suivi d’exécution.....	8
3-7 – Contrôle technique.....	8
3-8 – Coordonnateur de la sécurité et de la protection de la santé.....	9
3-9 – Sécurité - Confidentialité.....	9
3-10 – Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	9
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
5-1 – Pièces particulières :.....	9
5-2 – Pièces générales :.....	10
ARTICLE 6 – PRÉPARATION, EXÉCUTION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	10
6.1 Période de préparation, programme d’exécution des travaux.....	10
6.2 Préparation des travaux et études d’exécution.....	10
5.3 Organisation, sécurité et protection de la santé.....	10
6.3.1 Documents disponibles sur le chantier.....	10
6.3.2 Installations de chantier.....	10
6.3.3 Gestion des déchets de chantier.....	11
6.3.4 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	11
6.3.5 Les mesures particulières concernant l’hygiène et la sécurité.....	12
5.3.6 Autorisations de voirie.....	12
6.4 Réunions et visites de chantier.....	12
6.4.1 Visites de chantier en cours de marché.....	12
6.4.2 Réunions de chantier.....	12
6.5 Ordres de service.....	13
ARTICLE 7 – DÉLAIS D’EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13
7.1 – Délais d’exécution des travaux.....	13
7.2 Planning d’exécution.....	13

7.2 – Délai de remise des documents fournis après exécution.....	13
ARTICLE 8 – RÉCEPTION ET GARANTIES.....	14
8.1 – Réception.....	14
8.2 – Prise de possession avant l'achèvement des travaux.....	14
8.3 – Mise à disposition temporaire.....	14
8.4 – Garantie générale.....	14
8.5 – Garanties particulières.....	14
8.6 – Garantie de parfait achèvement (GPA).....	14
8.7 – Garantie du matériel (garantie de bon fonctionnement).....	15
8.8 – Garantie décennale.....	15
8.9 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	15
8.10 – Modalités de communication.....	15
ARTICLE 9 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	16
9.1 – Forme et contenu des prix.....	16
9.2 – Avance.....	16
9.2.1 Avance au titulaire.....	16
9.2.2 Avance au sous-traitant.....	17
9.2.3 Modalités de paiement et de remboursement.....	17
9.3 – Acompte.....	17
9.4 – Variation des prix.....	18
9.4.1 Mois d'établissement des prix.....	18
9.4.2 Mode de variation des prix.....	18
9.4.3 Modalités de calcul de variation des prix.....	18
9.5 – Délais de paiement.....	19
9.6 – Paiement des co-traitants et des sous-traitants.....	19
9.6.1 Paiement des groupements d'opérateurs économique-traitants.....	19
9.6.2 Désignation du sous-traitant en cours de marché.....	19
9.6.3 Sous-traitance indirecte.....	19
9.6.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	19
9.7 – Retenue de garantie.....	21
ARTICLE 10 – MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION.....	21
10.1 Prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	21
10.2 Augmentation du montant des travaux, décision de poursuivre.....	22
ARTICLE 11 – TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – CONFIDENTIALITE.....	22
ARTICLE 12 – ASSURANCES.....	24
ARTICLE 13 – CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	24

13.1 Insertion par l'activité économique.....	24
13.2 Clause environnementale.....	24
ARTICLE 14 – CAS DE FORCE MAJEURE.....	25
ARTICLE 15 – PÉNALITÉS.....	25
15.1 – Retards.....	25
15.2 – Absences aux réunions de chantier.....	25
15.3 – Infractions aux prescriptions de chantier.....	26
15.4 – Inobservation de la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé :.....	27
ARTICLE 16 – DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	28
16.1 – Décompte général refusé ou avec réserves.....	28
16.2 – Mémoire en réclamation.....	28
16.3 – Droit applicable.....	28
ARTICLE 17 – RÉSILIATION DU MARCHE.....	28
ARTICLE 18 – TRIBUNAL COMPÉTENT.....	29
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	30

ARTICLE 1 – LA PERSONNE PUBLIQUE

Le maître d'ouvrage, représentant du pouvoir adjudicateur est le commandant de la région de gendarmerie d'Ile-de-France et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris.

Nom, prénom et qualité du signataire du marché public ou de l'accord-cadre :

Le Général de corps d'armée Pierre CASAUBIEILH
Commandant la région de gendarmerie d'Ile-de-France et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris
Quartier Mohier – 4, avenue Busteau
94700 MAISONS-ALFORT

La Personne habilitée à donner des renseignements prévus à l'article R.2191-8 du code de la Commande publique (nantissement ou cessions de créances) :

Région de Gendarmerie d'Ile-de-France (RGIF)
Bureau budget administration (BBA)
Section administration
Quartier Mohier – 4, avenue Busteau
94700 MAISONS-ALFORT
Tél : 01 57 44 09 13
Courriel : sa.bba.rgif@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Le comptable public assignataire des paiements :

Monsieur Hugues BIED-CHARRETON
Directeur régional des finances publiques (DRFIP) d'Île-de-France
94 rue Réaumur
75002 PARIS CEDEX 02
Tél : 01 55 80 85 85
Mél : drfip75@dgfip.finances.gouv.fr

ARTICLE 2 – LE TITULAIRE

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec le Pouvoir Adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Représentants du titulaire : pour les besoins de l'exécution des prestations issues du présent

accord-cadre, le titulaire désigne un représentant qualifié muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, signer tout document, donner toutes instructions au personnel de son entreprise, assister aux réunions, etc...

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées après information du pouvoir adjudicateur par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le nom des personnes habilitées est notifié au Pouvoir Adjudicateur par écrit, et mis à jour en cas de remplacement temporaire ou définitif

ARTICLE 3 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet le remplacement et la modernisation du parc des ascenseurs des casernes de la GN d'Ile-de-France. Il s'agit d'un marché de travaux.

Le code CPV principal du marché est le suivant :

Code CPV	Descriptif du code
45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs

Les travaux de modernisation des ascenseurs doivent répondre aux objectifs suivants :

- La veille à la sécurité permanente des normes sécuritaires ;
- L'amélioration de la fiabilité des ascenseurs afin de réduire les risques de panne ;
- L'amélioration de l'efficacité énergétique ;
- La réduction des coûts d'exploitation dus à l'entretien des appareils.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4-1 – Allotissement

Le marché comprend 4 lots géographiques.

Lot 1	Département de Paris (75)
Lot 2	Départements du Val de Marne (94) et de Seine et Marne (77)
Lot 3	Département de Seine-Saint-Denis (93)
Lot 4	Départements des Yvelines (78) et des Hauts-de-Seine (92)

4-2 – Forme du marché

Le présent marché est un marché forfaitaire et mono-attributaire.

Conformément à l'article R. 2113-1 du code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent soumissionner à un ou à plusieurs lots.

4-3 – Durée

La durée du marché est de 4 ans ferme.

Cette durée inclut la période de préparation de chantier, ainsi que les délais d'approvisionnement en matériel et fourniture.

4-4 – Lieux d'exécution

Les différents sites d'intervention sont listés ci-dessous.

<i>Sites</i>	<i>Adresses</i>
Lot 1 : Département de Paris (75)	
Caserne Bastion XIV	154, boulevard Davout – 75020 PARIS
Caserne Nouvelle-France	82, rue du Faubourg Poissonnière – 75010 PARIS
Caserne Penthievre	1, avenue Delcassé – 75008 PARIS
Caserne Kellermann	56-64, boulevard Kellermann – 75013 PARIS
Lot 2 : Départements du Val-de-Marne (94) et de Seine-et-Marne (77)	
Maisons-Alfort - Quartier Mohier	4, avenue Busteau – 94700 MAISONS-ALFORT
Caserne de Créteil	16, avenue du Chemin-de-Mesly – 94000 CRETEIL
Quartier de Melun-Lemaître	54, avenue de Corbeil – 77000 MELUN
Lot 3 : Département de Seine-Saint-Denis (93)	
Fort de Rosny	1, boulevard Théophile Sueur – 93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Dugny - Caserne de Rose	6, rue Adolphe Devaux – 93440 DUGNY
Drancy - Quartier Camille Mathieu	60, rue Auguste Blanqui – 93700 DRANCY

Lot 4 : Départements des Yvelines (78) et des Hauts-de-Seine (92)	
Nanterre-Rathelot	80, rue Rouget de Lisle – 92000 NANTERRE
Nanterre-Mansart	18, boulevard Jules Mansart – 92000 NANTERRE
Caserne de Châtillon	5, rue Gabriel Péri – 92320 CHÂTILLON
Camp de Versailles - Satory	Boulevard Moncey – 78000 VERSAILLES–SATORY

La description des travaux à réaliser et les spécifications techniques qui s'y rapportent figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). Les dispositions administratives afférentes sont énoncées dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

4-5 – Types de prestations et CCAG applicable

Le présent marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-1, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le CCAG applicable est celui relatif aux Travaux (CCAG-TRAVAUX).

4-6 – Maîtrise d'œuvre et suivi d'exécution

La **maîtrise d'œuvre** est assurée par le bureau infrastructure de la division de l'immobilier et du logement (BI-DIL), représentée par :

L'ingénieur principal des services techniques
Dominique GREAUD
Téléphone : 01 57 44 09 40
Courriel : bi.dil.rgif@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Le suivi de l'exécution des travaux est assuré par la section conduite de travaux (SCT) du BI-DIL. Elle est représentée par :

Le major Laurent FORESTIER
Téléphone : 01 57 44 09 50 / 06 07 65 20 68
Courriel : laurent.forestier@gendarmerie.interieur.gouv.fr

3-7 – Contrôle technique

L'exécution du marché implique l'intervention d'un bureau de contrôle **mandaté directement par le ou les titulaires des différents lots.**

Cette disposition ne s'applique pas pour les entreprises disposant d'une auto-certification.

3-8 – Coordonnateur de la sécurité et de la protection de la santé

Pour l'exécution du présent marché, le bureau de l'infrastructure - section conduite des travaux assure la coordination générale des mesures de prévention en lien avec les services de sécurité et de santé au travail des formations administratives.

3-9 – Sécurité - Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures pour éviter que ces informations ne soient divulguées.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui. Il doit s'assurer du respect de celles-ci par ses sous-traitants.

3-10 – Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si un soumissionnaire propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, c'est-à-dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un D.T.U., soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme (il est rappelé que la seule référence à un avis technique du C.S.T.B. n'ôte pas à un matériau ou une fourniture son caractère nouveau), son attention est attirée sur la clause du CCAP relatif à cet item.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation au 4.1 du CCAG Travaux, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par **ordre de priorité décroissant**. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

5-1 – Pièces particulières :

1. L'**acte d'engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) et ses éventuelles annexes.
3. Un **engagement de confidentialité**.
4. Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses annexes. Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles des CCTP. En cas de contradiction entre les pièces écrites du CCTP et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.
5. Le **mémoire technique** du titulaire.
6. La **décomposition du prix global forfaitaire** (DPGF).

5-2 – Pièces générales :

7. Le **cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux** (CCAG Travaux) en vigueur.
8. Les **documents techniques unifiés** en vigueur.

L'acte d'engagement, le CCAP, l'engagement de confidentialité, le CCTP, et la DPGF sont délivrés sans frais sur le site de la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

Les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances sont délivrées au titulaire ou mandataire, aux éventuels co-traitants et sous-traitants payés directement, sur leur demande.

Le CCAG Travaux, bien que matériellement non joint, est réputé parfaitement connu des Parties.

Toutes conditions générales définies par le titulaire, de vente ou de service, actuelles ou futures, n'ayant pas valeur de document contractuel ou d'avenant sont expressément considérées comme nulles et non avenues.

ARTICLE 6 – PRÉPARATION, EXÉCUTION ET COORDINATION DES TRAVAUX

6.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation est de **1 mois**.

Le planning d'exécution détaillé communiqué avec l'offre pour chacun des lots est opposable en cas de litige sur le non-respect des délais.

6.2 Préparation des travaux et études d'exécution

Il est fait application des articles 28 et 29 du CCAG Travaux.

Les plans d'exécution doivent être soumis à l'approbation du maître d'ouvrage, dont les coordonnées sont mentionnées au présent C.C.A.P.

L'exécution d'un ouvrage ne peut avoir lieu qu'après réception de cette approbation.

5.3 Organisation, sécurité et protection de la santé

6.3.1 Documents disponibles sur le chantier

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent marché et dont l'exécution n'est pas terminée.

6.3.2 Installations de chantier

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des **locaux pour le**

personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Il appartient au titulaire du marché de réaliser les ouvrages provisoires de chantier nécessaires à la desserte et aux installations communes.

Il est rappelé que le titulaire reste le propriétaire des installations, moyens et équipements qu'il met à disposition de son personnel et qu'il doit en assurer l'entretien et la gestion pendant toute la durée du chantier. Il doit également en assurer la dépose ou la démolition ainsi que l'évacuation en fin de travaux.

Les baraquements, leur ameublement et leurs installations ne peuvent être récupérés par le titulaire qu'après complet achèvement des travaux.

Le titulaire doit appliquer les mesures de sécurité sanitaire préconisées par le guide de l'OPPBTP mis à jour le 24 mars 2021.

Un affichage des consignes sanitaires doit être visible dans les locaux.

6.3.3 Gestion des déchets de chantier

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, et en complément des articles 36.1 et 36.2 du CCAG Travaux, le titulaire est contractuellement responsable de la gestion des déchets créés dans le cadre de l'exécution du présent contrat, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, le titulaire assure la gestion et le suivi des déchets. Une copie des bordereaux de suivi est systématiquement adressée au maître d'ouvrage. Les déchets produits donnent lieu à remise systématique de l'original du bordereau de suivi des déchets au maître d'ouvrage par le titulaire.

Les déchets dangereux sont suivis par le bordereau réglementaire CERFA N°12571*01, les déchets dangereux contenant de l'amiante sont suivis par le formulaire CERFA n°11861*03 auxquels sont joints les certificats de transports et tickets de pesée originaux ou en copie dans les mêmes conditions qu'indiquées au paragraphe précédent.

Si un schéma d'organisation de la gestion des déchets (SOGED) est prévu pour l'exécution du marché, le titulaire est responsable de sa mise en œuvre.

A l'issue des travaux, le titulaire établit un document "bilan déchets" reprenant l'intégralité des bordereaux de suivi et un registre déchets (établi conformément à l'arrêté du 31 mai 2021). Le bilan déchets est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE).

6.3.4 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, sans préjudice des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles susvisés, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

6.3.5 Les mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Le titulaire doit respecter les mesures ci-dessous :

- **Les locaux de chantier et les locaux pour le personnel** doivent respecter la réglementation en vigueur.
- Le chantier est soumis à la coordination sécurité-protection-santé dans les conditions prévues par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et sera à la charge du titulaire.
- Le titulaire ou le mandataire est responsable du maintien permanent du chantier en état de propreté, ce qui met notamment à la charge de l'entrepreneur l'enlèvement de ses propres gravois et déchets, le ramassage et le stockage des gravois et déchets sur le chantier depuis le ou les points de dépôts fixés par le maître d'ouvrage ou son représentant.
- L'ensemble du chantier ainsi que les zones des installations de chantier, sont maintenus dans un état de propreté permanent. L'entreprise est chargée de l'enlèvement de ses gravois jusqu'aux bennes, du remplacement des bennes, du transport jusqu'aux décharges publiques.
- Le titulaire est responsable du nettoyage de sa zone de travail. Les constats d'exécution des nettoyages sont faits par le maître d'ouvrage. En cas de défaut d'exécution, le maître d'ouvrage ou son représentant fait intervenir une équipe de nettoyage avec imputation directe des dépenses de cette équipe, à l'entreprise titulaire du marché.
- Aucun dépôt de matériel et de matériaux ne peut être effectué à l'intérieur des bâtiments. Les matériels et matériaux restent sous l'entière responsabilité du titulaire jusqu'à la date de réception des ouvrages.
- Le local considéré doit être remis en état par les soins et aux frais du titulaire.

5.3.6 Autorisations de voirie

En plus de ce qui est prévu par l'article 34 du CCAG Travaux, le titulaire doit respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les travaux. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'ouvrage. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques au sens de l'article 34.1 du CCAG Travaux.

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire est réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire du marché sous le contrôle de l'autorité militaire.

6.4 Réunions et visites de chantier

6.4.1 Visites de chantier en cours de marché

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative du maître d'ouvrage.

6.4.2 Réunions de chantier

La convocation aux réunions de chantier se fait via le compte rendu de réunion, lequel vaut convocation du titulaire par le maître d'ouvrage ou son représentant. La convocation aux réunions de chantier peut éventuellement se faire par ordre de service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié, et ayant tout pouvoir de décision.

La fréquence des réunions de chantier est au moins hebdomadaire. Leur fréquence exacte est définie au moment des travaux en concertation avec le maître d'ouvrage ou son représentant.

Les réunions auront lieu dans un bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution. A chaque réunion de chantier, il est établi par le maître d'ouvrage un compte rendu. Ce document a toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

Les réunions d'étude, de coordination et de synthèse ont lieu à l'initiative du maître d'ouvrage ou son représentant selon des modalités déterminées par celui-ci.

6.5 Ordres de service

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le Pouvoir Adjudicateur qui les adresse au titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

ARTICLE 7 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

7.1 – Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution comprend les congés annuels et a comme point de départ la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

Tout délai commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Que ce délai soit décompté en jours ou en mois, il s'achève le dernier jour à minuit (lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit).

Le marché dure, jusqu'à la réception des travaux. Si l'entreprise dépasse le délai d'exécution, des pénalités sont appliquées.

Dans le délai global sont compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition du titulaire par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

7.2 Planning d'exécution

Le planning d'exécution présenté dans l'offre du titulaire sert de base au contrôle d'avancement des travaux.

Le titulaire prend toutes ses dispositions pour exécuter les travaux suivant le planning d'exécution. Il ne peut réclamer aucun supplément du fait de difficultés qu'apporteraient les phases de travaux puisqu'il aura eu pleine connaissance des lieux et des pièces contractuelles.

7.2 – Délai de remise des documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, au plus tard 15 jours avant la date prévue de la réception des travaux, le dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Tous les éléments de DOE sont soumis au contrôle du maître d'ouvrage ou son représentant, qui dispose d'un délai total de 2 mois, à compter de la remise du dossier complet, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de 15 jours pour émettre une correction des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le maître d'ouvrage ou son représentant dispose d'un (1) mois à compter de la réception des nouveaux éléments pour les viser à nouveau.

ARTICLE 8 – RÉCEPTION ET GARANTIES

8.1 – Réception

Les opérations préalables à la réception se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux et du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

8.2 – Prise de possession avant l'achèvement des travaux

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre possession, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. Cette prise de possession est précédée d'une réception partielle précédée d'un état des lieux contradictoire à laquelle le titulaire est dûment convoqué par ordre de service.

8.3 – Mise à disposition temporaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander que soient temporairement mis à sa disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Les mises à dispositions sont précédées et suivies d'un état des lieux conformément à l'article 43 du CCAG Travaux. La mise à disposition temporaire ne peut pas être interprétée comme une décision de réception.

8.4 – Garantie générale

Le titulaire responsable de la réalisation des ouvrages visés par ce programme doit garantir que ses travaux respectent les spécifications techniques du cahier des charges ainsi que les règles de l'art propres à son secteur d'activité. La période de garantie peut être prolongée jusqu'à ce que les essais de marche normale, de puissance et de rendement soient satisfaisants et que toutes les prescriptions des documents contractuels soient observées. Le délai de garantie commencera uniquement à la date de réception de l'installation.

8.5 – Garanties particulières

Durant les travaux, le titulaire doit assurer la protection de ses ouvrages contre les intempéries et contre les dommages que pourraient occasionner des tiers.

Si le titulaire propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il doit souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant dix ans.

Il doit leur remplacement éventuel, ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

8.6 – Garantie de parfait achèvement (GPA)

Le titulaire s'engage à assurer une Garantie de Parfait Achèvement pendant une durée d'un an à compter de la réception définitive des travaux. Durant cette période, l'entreprise doit remédier à tout défaut de conformité ou de qualité signalé par le maître d'ouvrage. Cette garantie inclut les

réparations nécessaires pour corriger les défauts apparus, qu'ils soient liés à la qualité des matériaux utilisés ou à l'exécution des travaux. Dans le cadre du présent marché, cette garantie s'applique aux équipements installés et à leur intégration dans le bâtiment existant.

8.7 – Garantie du matériel (garantie de bon fonctionnement)

Tout le matériel fourni par l'entreprise doit être garanti contre tout vice de construction pendant une période de deux ans à partir de la réception définitive de l'installation. Cette garantie exclut les conséquences de l'usure normale ainsi que celles résultant d'une mauvaise utilisation de l'installation. L'installation elle-même est garantie en état de bon fonctionnement pour une durée de deux ans à compter de sa mise en service définitive.

8.8 – Garantie décennale

Le titulaire est également tenu d'une garantie décennale couvrant les dommages compromettant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination, pour une durée de dix ans à compter de la réception définitive des travaux. Cette garantie couvre l'ensemble des éléments constitutifs des ascenseurs, y compris les structures porteuses, les systèmes de levage, et tout autre composant dont la défaillance pourrait affecter la sécurité ou le fonctionnement optimal des ascenseurs. Elle assure la réparation ou le remplacement des éléments défectueux pendant cette période.

8.9 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, sans préjudice des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles susvisés, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

8.10 – Modalités de communication

Les communications d'informations entre le titulaire, d'une part, l'administration, d'autre part sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG Travaux.

Lorsque leur contenu le permet, les ordres de service peuvent être transmis par courriel au titulaire. La personne physique, représentant le titulaire et désignée conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, s'engage à consulter quotidiennement la messagerie désignée à l'acte d'engagement, à laquelle sont transmis les courriels.

Pour application de l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, le titulaire accuse réception datée de ces OS

par retour de leur page de garde par courriel. Pour application de l'article 3.8.2 du CCAG Travaux le fait qui sert de point de départ au délai de 15 jours correspond à l'envoi par courriel au titulaire.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable à l'administration.

ARTICLE 9 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

9.1 – Forme et contenu des prix

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés par **prix global forfaitaire**.

Les prix sont définis dans la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire en annexe de l'acte d'engagement.

Le taux de la TVA appliquée est celui en vigueur au moment de la remise de l'offre.

Tous les prix sont établis en euros.

Les prix sont réputés complets et comprendre toute charge fiscale, parafiscale et autre frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations (hébergement, transport, restauration, manutention, frais de port, emballage, main d'œuvre etc), ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Le titulaire, en tant que professionnel averti, tient compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans le CCTP.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou mandataire et co-traitants en cas de groupement) et ses sous-traitants lorsqu'ils sont déclarés à la notification du marché.

La TVA figurant à l'acte d'engagement est fixée à titre indicatif. Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA au sens de l'article 269-I du code général des impôts. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant le taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

9.2 – Avance

9.2.1 *Avance au titulaire*

Les modalités relatives à l'avance s'effectueront conformément aux dispositions des articles R.219-3 et suivants du Code de la commande Publique.

Une avance sera versée au titulaire si le montant du marché est supérieur à **50 000 € HT** et que le délai d'exécution du marché est supérieur à **deux mois**, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement. **A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.**

Le montant de l'avance est fixé à **20 %** du montant TTC du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze mois.

Concernant les TPE-PME, le montant de l'avance est fixé à **30 %** minimum du montant TTC du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze mois.

9.2.2 Avance au sous-traitant

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions conformément aux articles R.2193-17 et suivants du Code de la Commande publique.

9.2.3 Modalités de paiement et de remboursement

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectueront conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et 12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement pourra débuter lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint 65 % des montants TTC et sera terminé lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint 80 % des montants TTC.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours comptés à partir de la date de notification du marché.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement de l'avance et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des co-traitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque co-traitant définis à l'acte d'engagement.

9.3 – Acompte

Les comptes sont réglés suivant les dispositions des articles 12 du CCAG Travaux.

La date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte envoyé par le titulaire.

Les projets de décompte sont présentés au maître d'ouvrage en deux (2) exemplaires conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier. Les projets de décompte seront remis contre récépissé au maître d'ouvrage ou envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les projets sont établis conformément aux modèles notifiés avant la fin de chaque mois. Ils indiqueront le montant cumulé des travaux à payer tel qu'arrêté à la fin du mois écoulé, ce montant étant établi à partir des prix initiaux figurant dans le marché. Il ne tiendra pas compte de la TVA, ni d'une éventuelle variation de prix, lesquelles sont calculées, par dérogation au 12.1.7 du CCAG Travaux, par le maître d'ouvrage.

En application de l'article 12.4.2 du CCAG, le projet de décompte final est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- trente (30) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final par le titulaire ;
- trente (30) jours à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Il n'y a pas de fourniture de décompte général définitif tacite.

9.4 – Variation des prix

9.4.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

9.4.2 Mode de variation des prix

Les prix du marché sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

NB. : Les retenues et pénalités techniques ne sont ni actualisées ni révisées.

9.4.3 Modalités de calcul de variation des prix

L'index de référence, choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant : BT 48

Les index peuvent être consultés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à l'adresse <https://www.insee.fr/fr/information/1300606>

Le coefficient de révision **C_n** applicable pour le calcul de l'acompte du mois est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \left(\frac{I_n}{I_0} \right)$$

Dans laquelle **I_n** et **I₀** sont les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois n d'exécution des prestations et au mois zéro.

La valeur finale de l'index I à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à compter de la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

La révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

9.5 – Délais de paiement

En application de l'article L.2192-10 et conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande publique, le délai de paiement ne peut excéder 30 jours.

Intérêts moratoires :

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, ou du sous-traitant payé directement, en sus des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai

Le taux des intérêts moratoires applicables pour le présent marché, ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire sont fixés par le Code de la Commande Publique (Articles R.2192-31 et suivants).

9.6 – Paiement des co-traitants et des sous-traitants

9.6.1 Paiement des groupements d'opérateurs économique-traitants

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il sera fait application des dispositions de l'article 10.7 du CCAG Travaux.

9.6.2 Désignation du sous-traitant en cours de marché

La désignation intervient selon les modalités prévues aux articles R.2193-3 et suivant du code de la commande publique.

9.6.3 Sous-traitance indirecte

En application des articles 3.6.2.2 et 3.6.2.3 du CCAG Travaux, et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, le titulaire veillera à ce que le sous-traitant direct respecte le formulaire DC4 ou l'acte spécial mentionné infra. Ce document sera ensuite transmis au titulaire, lequel le transmettra à son tour au pouvoir adjudicateur.

9.6.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, l'entrepreneur ou le mandataire joint au projet de décompte une **attestation indiquant la somme à régler et la facture de son sous-traitant**, pour la partie de la prestation exécutée, que le pouvoir adjudicateur devra faire régler à ce dernier.

Le sous-traitant envoie, en recommandé avec accusé réception, au titulaire du marché, sa demande de paiement (sous forme de facture) ainsi que les justificatifs qui peuvent y être rattachés. En parallèle, il fait un envoi au maître de l'ouvrage.

Dans les 15 jours qui suivent la réception de cette demande de paiement, le titulaire :

1. **Soit est d'accord avec la demande de paiement de son sous-traitant, donc :**

Il transmet en recommandé avec accusé réception, au maître d'ouvrage, la situation de son sous-traitant accompagnée de la mention « bon pour acceptation » et en informe son sous-traitant.

Le maître d'ouvrage accepte (ou rectifie) le décompte mensuel. Le maître d'ouvrage ne modifie pas les situations des sous-traitants.

Aussitôt, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant qu'il a reçu, à telle date, sa facture et qu'il va effectuer le mandatement. Il en informe également le titulaire.

2. **Soit il n'est pas d'accord avec la demande de paiement de son sous-traitant, donc :**

Il informe son sous-traitant de son refus motivé par lettre recommandée avec accusé réception.

Si le titulaire, au terme des 15 jours, "a gardé le silence" suite à la réception de la demande de paiement :

1. Le sous-traitant transmet directement, en recommandé avec accusé réception, au maître d'œuvre sa demande de paiement (en y joignant copie de l'accusé réception de l'envoi de sa demande auprès du titulaire).
2. Le maître d'ouvrage accepte (ou rectifie) le décompte mensuel.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre.

Au terme de ces 15 jours, si le titulaire ne répond pas ou donne au pouvoir adjudicateur une réponse sans joindre copie de la lettre de refus, **alors** le pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant.

Il informe le titulaire du paiement qu'il effectue au sous-traitant.

Le titulaire répond au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti en transmettant la lettre de refus en y joignant l'accusé de réception, alors le pouvoir adjudicateur ne paie pas le sous-traitant et lui renvoie sa demande de paiement en y joignant copie des échanges de courriers (ou paie le montant que le titulaire demande).

N.B :

Les factures du sous-traitant et du titulaire doivent passer obligatoirement par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le titulaire doit envoyer systématiquement son décompte mensuel en même temps que celui de son/ses sous-traitant(s)

Le délai global de paiement est de 30 jours. Ce délai court à compter de la date à laquelle le décompte du titulaire et de ses sous-traitants arrive chez le maître d'ouvrage.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché, ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial.

LISTE DES DOCUMENTS QUE DOIT FOURNIR LE SOUS-TRAITANT :

- Attestation sur l'honneur concernant l'article R.2143-3 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 dûment complétée et signée,
- L'acte spécial dûment complété et signé en original par le titulaire et le sous-traitant (DC4)

accompagné de la délégation de signature si besoin (pouvoir),

- Le KBIS de la société sous-traitante,
- Un relevé d'identité bancaire ou postal,
- L'ensemble des certificats fiscaux et sociaux du sous-traitant,
- Formulaire DC2.

IMPORTANT : les certificats fiscaux et sociaux devront traduire la situation du sous-traitant proposé, au 31 décembre de l'année précédant la réception, par le maître d'ouvrage, de la demande d'acceptation du sous-traitant faite par le titulaire.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant **vingt et un (21) jours** à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières.

Lors de la demande d'acceptation d'un sous-traitant payé directement, le titulaire est tenu d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

9.7 – Retenue de garantie

Il sera fait application des dispositions prévues à l'article R.2191-32 du code de la commande publique.

S'agissant d'un marché public de travaux, ce marché bénéficie d'un délai de garantie.

En conséquence, le présent marché est assujéti à la retenue de garantie de 5 %, et de 3 % pour les TPE-PME, conformément à l'article R.2191-33 du code de la commande publique, qui peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si les deux parties sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXECUTION

Les modifications en cours d'exécution du présent marché sont réalisées conformément aux dispositions décrites aux articles R.2194-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, il est possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard trois ans à compter de la notification du présent marché.

10.1 Prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les travaux supplémentaires ou modificatifs, ordonnés par le maître de l'ouvrage, sont réglés sur la base du prix des prestations indiqué au détail estimatif décomposant le forfait (DPGF).

En cas de demande, de la part du maître d'ouvrage ou son représentant, d'études ou de réalisation de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'ordre de service lui prescrivant d'évaluer ou d'exécuter de tels ouvrages.

10.2 Augmentation du montant des travaux, décision de poursuivre

Par dérogation au 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur. A défaut d'une telle décision de poursuivre, ces travaux ne seront pas payés.

ARTICLE 11 – TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – CONFIDENTIALITE

Il est fait application de l'article 5 du CCAG Travaux.

Les co-traitants et les sous-traitants sont soumis aux mêmes règles.

Pour les besoins du présent engagement, sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur au candidat, quel qu'en soit le support (écrit, en cela est inclus toute information sur support électronique, ou oral) et quelle qu'en soit la nature (technique, administrative, commerciale, comptable, financière, juridique, sociale ou autre), à l'exception des informations qui font partie du domaine public au jour de leur divulgation au candidat ou qui tombent dans le domaine public autrement que du fait de la violation, par le candidat, de ses obligations au titre de l'engagement, ou qui sont déjà en possession du candidat avant divulgation par le pouvoir adjudicateur (à condition de démontrer par la production de tout document que cette connaissance est préalable et libre de toute restriction concernant son usage ou sa divulgation), ou qui sont obtenues de manière licite auprès d'un tiers dans la mesure où le candidat n'a pas connaissance d'une obligation de confidentialité liant ce tiers relativement à ces informations ou qui ont régulièrement été obtenues par le candidat sans recours à des informations confidentielles.

Le candidat s'engage à :

- prendre toutes les mesures de précaution et de protection pour conserver les informations confidentielles comme telles, et à ne pas les divulguer, les copier, les reproduire ou les diffuser en tout ou partie à quiconque, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas utiliser les informations confidentielles, en tout ou partie, à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché public ;
- s'assurer que chaque personne à qui le candidat a transmis des informations confidentielles soit avisée du contenu du présent engagement et reçoive instruction de considérer comme strictement confidentielles lesdites informations qui lui auront été transmises et d'en maintenir la confidentialité en respectant les engagements prévus au titre du présent document.

Nonobstant ce qui précède, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat puisse divulguer une information confidentielle :

- aux seules personnes physiques ou morales qui auraient directement besoin de la connaître pour la réalisation des prestations. Dans le cadre de cette communication, le candidat doit informer lesdites personnes du caractère strictement confidentiel de l'information et obtenir d'elles l'engagement au respect de la confidentialité dans les mêmes formes que le présent engagement, à charge pour elles d'en justifier auprès du pouvoir adjudicateur sur simple demande ;
- lorsque cela est obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire ou par une décision émanant d'une juridiction ayant compétence en la matière ou d'une autorité judiciaire, administrative, de supervision ou de régulation ou requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale dans laquelle le candidat (et ses affiliés) serait partie, sous réserve de l'information préalable du pouvoir adjudicateur dans le respect des lois et procédures applicables ;
- avec l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

Le candidat se porte garant de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité pour les personnes auxquelles il aura communiqué l'information.

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, sur quelque support que ce soit, transmises par le pouvoir adjudicateur restent la propriété de celui-ci et doivent lui être restituées immédiatement sur sa demande. La divulgation d'informations confidentielles au titre de l'engagement ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au candidat un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur les documents, matières ou inventions auxquelles se rapportent les informations confidentielles, et ce notamment les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique (copyright) ou à la propriété intellectuelle, les marques de fabrique ou le secret des affaires.

A l'issue de la procédure de passation, en cas d'absence de candidature/offre ou en cas de candidature/offre rejetée, le candidat s'engage à ne conserver aucune copie des informations confidentielles transmises par le pouvoir adjudicateur en procédant à la destruction desdites informations confidentielles.

L'attention du prestataire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Il est précisé qu'une **autorisation individuelle d'accès**, délivrée seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les intervenants du projet et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence.

L'administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux programmes détenus par l'administration, de quelque nature qu'ils soient, dont le candidat a à faire usage pour l'exécution de la prestation ou dont il a connaissance à l'occasion de cette exécution.

Le candidat reconnaît également avoir été informé qu'un manquement à cette obligation de confidentialité engage pleinement sa responsabilité.

En cas de violation de ses obligations de confidentialité visées dans le présent CCAP, le candidat sera redevable d'une pénalité de **5 000€ HT**. Cette somme devra être versée au pouvoir adjudicateur pour chaque violation constatée.

De plus, en cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

ARTICLE 12 – ASSURANCES

Avant la notification du marché, le titulaire du marché doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle, ainsi que sa responsabilité décennale.

Le titulaire doit fournir, avant la notification du marché les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que la police d'assurance contient les garanties en rapport avec la mission et, en particulier, qu'il est assuré pour tout accident ou dommage causé par l'exécution des travaux.

Dans tous les cas, si l'attestation n'apporte pas les renseignements suffisants, le maître d'ouvrage peut exiger une copie certifiée conforme du contrat d'assurance complet.

ARTICLE 13 – CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

13.1 Insertion par l'activité économique

L'exécution du marché prévoit une clause d'insertion par l'activité économique.

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé d'inclure dans le présent marché une clause sociale d'insertion.

Le titulaire doit, dans la mesure du possible, tout mettre en œuvre pour réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi),
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,

Compte tenu de la durée du marché, le titulaire peut embaucher notamment via un contrat à durée déterminée.

13.2 Clause environnementale

Le titulaire du marché procède à l'élimination de l'ensemble des déchets suivant des procédures qu'il aura fait connaître dans son offre.

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage les fiches de suivi correspondantes.

Conformément à l'article 7 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les travaux respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

ARTICLE 14 – CAS DE FORCE MAJEURE

Les parties conviennent que la force majeure désigne tout évènement imprévisible, irrésistible et extérieur aux parties, rendant impossible l'exécution de tout ou parties des obligations contractuelles.

En cas de force majeure, la partie affectée doit en informer l'autre partie dans un délai de 15 jours par écrit, en précisant la nature de l'évènement.

L'exécution des obligations est suspendue pendant la durée de l'évènement, sans que cela entraîne des pénalités.

Si la force majeure persiste au-delà de 2 mois, les parties se rapprocheront afin de discuter d'une modification du contrat.

En cas d'échec de la discussion, le contrat sera résilié de plein droit, sans indemnité de part et d'autre, par la partie la plus diligente et par lettre recommandée avec accusé réception adressée à l'autre partie.

ARTICLE 15 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités ne sont ni révisables, ni actualisables.

Toutes les pénalités visées au présent CCAP sont cumulables.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure préalable au titulaire du marché ou au mandataire en cas d'un groupement solidaire. Ainsi, elles interviendront sur simple constatation par le maître d'ouvrage.

Les pénalités sont déduites des situations mensuelles.

15.1 – Retards

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage d'un retard dans l'exécution des travaux, le titulaire encoure une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard.

15.2 – Absences aux réunions de chantier

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage ou son représentant, une pénalité forfaitaire de 100 € HT est appliquée par absence, à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Est considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment informée du chantier.

15.3 – Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne sont pas observées, il est fait application des pénalités suivantes :

<i>Objet de la pénalité</i>	<i>Montant de la pénalité HT</i>
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	100 € forfaitaire par jour calendaire
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc...)	100 € forfaitaire par jour calendaire
Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que celles mentionnées par ailleurs) : par jour calendaire ou par constat (suivant compte rendu de chantier qui fait foi)	100 € forfaitaire par jour calendaire
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites : par constat	100 € forfaitaire par jour calendaire
Non-respect des exigences de chantier : par infraction	100 € forfaitaire par jour calendaire
Non-respect des consignes environnementales (tri des déchets). Par constat (suivant dossier environnemental) : par constats (5 jours décomptés entre 2 constats successifs)	100 € forfaitaire par jour calendaire
Manquement aux obligations de nettoyage : par jour ouvré et par constat suivant le calendrier établi par le maître d'ouvrage (7 jours décomptés entre 2 constats hebdomadaires successifs)	100 € forfaitaire par jour calendaire
Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires : par constat	500 € forfaitaire par jour calendaire
Défaut de mise en place d'une protection collective sur le chantier : le constat	500 € forfaitaire par jour calendaire
Dégradation des installations communes : par constat	500 € forfaitaire par jour calendaire
Défaut d'utilisation d'une protection individuelle sur le chantier : par constat	30 € forfaitaire par jour calendaire
Changement du personnel dans la zone de chantier (hors vestiaires)	30 € forfaitaire par jour calendaire

Défaut de fermeture du chantier : le constat pour chaque entreprise présente sur le chantier	30 € forfaitaire par jour calendaire
Défaut de présentation ou retard dans la déclaration du sous-traitant et/ou refus de présenter tous les documents exigés le Maître d'Ouvrage ou son représentant : par jour calendaire	500 € forfaitaire par jour calendaire
Travail illégal : présence de personnel non déclaré, non autorisé (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente : le défaut, le jour	3 000 € forfaitaire par jour calendaire
Non présentation de la carte d'identification professionnelle (le constat)	500 € forfaitaire par jour calendaire
Absence aux réunions de chantier sur convocation, d'un représentant mandaté et qualifié pour engager sa responsabilité, y compris retard de plus d'une heure : le jour	100 € forfaitaire par jour calendaire
Retard dans la transmission d'un ordre de service après 15 jours suivant réception chez l'entrepreneur : par jour calendaire	100 € forfaitaire par jour calendaire
Retard dans la remise de documents de préparation et d'exécution, de plans, de note de calcul (suivant calendrier établi par le Pilote du chantier) : par jour calendaire	100 € forfaitaire par jour calendaire
Dégradation des ouvrages réalisés et réceptionnés ou constatés par la maîtrise d'œuvre (le compte rendu de chantier faisant foi) : le constat	3 000 € forfaitaire par jour calendaire
Retard d'exécution décompté suivant le calendrier d'exécution notifié par ordre de service : par jour calendaire	500 € forfaitaire par jour calendaire
Retard dans la transmission du décompte final : par jour ouvré	100 € forfaitaire par jour calendaire
Absences aux réunions concernant les opérations préalables à la réception, sur convocation : le constat	500 € forfaitaire par jour calendaire
Retard dans la levée des réserves suivant rapport OPR ou décision du Maître d'Ouvrage : par jour calendaire	100 € forfaitaire par jour calendaire

Les pénalités sont entendues par site. Celles-ci sont cumulables au sein du même lot.

15.4 – Inobservation de la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé :

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code dans le délai qui lui est imparti, il pourra lui être appliqué une pénalité de 150 € HT.

ARTICLE 16 – DIFFÉRENDS ET LITIGES

16.1 – Décompte général refusé ou avec réserves

En complément de l'article 12.4.3 du CCAG travaux relatif au décompte général, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation. Ce désaccord est réglé conformément aux dispositions prévues dans l'article 6.2 du présent CCAP et de l'article 55 du CCAG travaux.

16.2 – Mémoire en réclamation

Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du pouvoir adjudicateur, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trente jours, le faire connaître par écrit au pouvoir adjudicateur en lui faisant parvenir, le cas échéant, un nouveau mémoire développant les raisons de son refus.

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'ouvrage, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au pouvoir adjudicateur. Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures contentieuses.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG travaux, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

La décision relative au règlement de ce différend appartient au maître d'ouvrage, qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du maître d'ouvrage, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 55.3 et 55.4 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 55.2.1 du CCAG travaux, l'arbitrage et la conciliation civile ne peuvent être mis en œuvre.

16.3 – Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 55.3 du CCAG Travaux, la contestation est portée devant le **Tribunal Administratif compétent**.

ARTICLE 17 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

En application de l'article L.2141-12 du Code de Commande Publique, le marché est résilié si l'opérateur économique est placé, en cours d'exécution du marché, dans l'une des situations décrites aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code supra.

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, **tous les 6 mois** et ce,

jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation de fournitures de déclarations sociales **récente** (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail).

Il doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire par courriel à l'adresse suivante : bba.dao.rgif@gendarmerie.interieur.gouv.fr

En cas de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L. 1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

ARTICLE 18 – TRIBUNAL COMPÉTENT

En cas de litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent règlement, le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et leur délai est le :

<p>Tribunal Administratif de MELUN 43, rue du Général de Gaulle Case postale 8630 77008 MELUN Cedex Tél : 01 60 56 66 30 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr</p>

Référé précontractuel : conformément aux articles 1441-1 et 1441-2 du code de procédure civile et aux articles 2 à 10 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la Commande Publique, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé précontractuel contre tout acte de la passation jusqu'à la date de signature du marché auprès de la juridiction judiciaire compétente ;

Référé contractuel : conformément aux articles 1441-1 à 1441-3 du code de procédure civile et aux articles 11 à 20 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la Commande Publique, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé contractuel en contestation de la

validité du contrat, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du marché devant la juridiction judiciaire compétente.

ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Articles du présent CCAP	Objet de la dérogation	CCAG travaux
4	Ordre de priorité des pièces contractuelles	4.1
6.1	Période de préparation	28.1
7.2	Délai remise des documents	40
9.3	Modalités de règlement des comptes	12.1.7
10.2	Décision de poursuivre les travaux	14.4.3
15.1	Retard dans l'exécution des travaux	19.2.3
16.2	Mémoire en réclamation	55.1.2 et 55.2.1

A, le
«Lu et approuvé, bon pour accord» (*mention manuscrite*)

L'entrepreneur,
(*cachet, signature*)